

Table des matières

Introduction	15
Chapitre 1. Définitions	19
SECTION 1. DÉFINITION DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ.....	20
SECTION 2. DROIT COMMERCIAL	21
SECTION 3. CLASSIFICATION DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES.....	25
§ 1. Selon la loi (personnalité juridique).....	25
§ 2. En fonction de leur nature	27
§ 3. En fonction de l'étendue de la responsabilité	28
§ 4. Société civile ou société commerciale ?	28
SECTION 4. LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE.....	30
§ 1. Les sociétés ont une capacité spéciale.....	31
§ 2. Les sociétés ont un patrimoine propre	31
§ 3. Les sociétés ont une identité : dénomination sociale et siège social.....	32
SECTION 5. FILIALE OU SUCCURSALE ?	33
Chapitre 2. La constitution d'une société commerciale	37
SECTION 1. CONDITIONS DE FORME EN MATIÈRE DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ	39
§ 1. Statuts écrits	39
§ 2. Nature de l'acte : sous seing privé ou acte authentique (notarié)	39
§ 3. Publicité de l'acte	40
I. Dénomination sociale.....	45
II. Siège social	46
III. Durée de la société	46
IV. Engagements pris au nom d'une société en formation ...	46
§ 4. Sanctions	46
SECTION 2. CONDITIONS DE FOND	47
§ 1. Il faut un apport de la part de chaque associé.....	48

§ 2.	Les choses apportées doivent être mises en commun	53
§ 3.	La recherche et le partage des bénéfices ou d'un avantage patrimonial direct ou indirect.....	53
§ 4.	L'intention de former une société, de collaborer.....	54
§ 5.	Nombre des actionnaires ou associés.....	55
§ 6.	Objet social	56
SECTION 3.	QUASI-APPORTS	56
§ 1.	Définition : articles 220, 396 et 445 du Code des sociétés ..	57
§ 2.	Biens visés	57
§ 3.	Procédure	57
SECTION 4.	FRAIS DE CONSTITUTION	58
SECTION 5.	PLAN FINANCIER	59
§ 1.	Dispositions légales.....	59
§ 2.	Importance.....	60
§ 3.	Méthodologie.....	62
SECTION 6.	PRÉSENTATION RÉSUMÉE DES SOCIÉTÉS LES PLUS COURANTES ..	63
§ 1.	La société anonyme.....	63
I.	Définition légale	63
II.	Caractéristiques essentielles	63
III.	Autres caractéristiques	63
§ 2.	La société privée à responsabilité limitée.....	64
I.	Définition légale	64
II.	Caractéristiques essentielles	64
III.	Autres caractéristiques	64
§ 3.	La société privée à responsabilité limitée « <i>starter</i> » ou SPRL-S	65
§ 4.	La société coopérative.....	67
I.	Définition légale	67
II.	Espèces de sociétés coopératives.....	67
III.	Caractéristiques.....	67
A.	De toutes les coopératives.....	67
B.	Des SCRI.....	68
C.	Des SC[RL]	68
§ 5.	La société en nom collectif.....	68
I.	Définition légale	68
II.	Caractéristiques essentielles	69
III.	Autres caractéristiques	70
§ 6.	La société en commandite simple	70
I.	Définition légale	70
II.	Caractéristiques essentielles	70
III.	Autres caractéristiques	71
§ 7.	La société en commandite par actions.....	71
I.	Définition légale	71

II. Caractéristiques essentielles	71
III. Autres caractéristiques	72
SECTION 7. COMPTABILISATION.....	72
SECTION 8. PROCÉDURE.....	74
§ 1. Préparation de la constitution.....	74
§ 2. Apports et justification du capital	75
§ 3. Connaissances de gestion.....	75
§ 4. Professions réglementées (connaissances professionnelles)..	76
§ 5. Constitution de la société proprement dite	76
§ 6. Banque-Carrefour des Entreprises / Guichets d'entreprises...	77
§ 7. Administrations fiscales et autres.....	78
§ 8. Conclusion intermédiaire	78
Chapitre 3. Les catégories de titres et leur transfert.....	79
SECTION 1. DESCRIPTION GÉNÉRALE.....	80
SECTION 2. ACTION OU OBLIGATION ?.....	88
§ 1. Qu'est-ce qu'une action ou part sociale ?.....	88
§ 2. Qu'est-ce qu'une obligation ?	88
SECTION 3. LES TITRES DÉMATÉRIALISÉS.....	89
SECTION 4. LES CERTIFICATS	91
§ 1. Définition.....	91
§ 2. Illustration.....	92
§ 3. Justification	93
I. Pour garantir la continuité du management.....	93
II. Pour préserver le contrôle de la société.....	94
§ 4. Personne morale : quelle forme choisir ?	94
§ 5. Droits des titulaires de certificats.....	95
I. Certificats émis avec ou sans collaboration de la société ayant émis les titres auxquels se rapportent les certificats ..	95
II. Certificats émis avec la collaboration de la société ayant émis les titres	96
§ 6. Mesures visant à limiter le rachat de certificats propres	97
§ 7. Comptabilité	97
I. Comptabilité de l'acquéreur des certificats.....	98
II. Comptabilité de l'émetteur de certificats	99
§ 8. Du point de vue fiscal	100
§ 9. Conclusion.....	101
SECTION 5. LES RÈGLES DE CESSION DES ACTIONS	101
§ 1. Introduction	101
§ 2. La société anonyme.....	102
I. Principe : les actions sont cessibles	102
II. Clause d'inaliénabilité.....	104
III. Choix des clauses d'inaliénabilité	105

A.	Droit de préemption	105
B.	Droit d'agrément.....	106
C.	Autres clauses	106
IV.	Sur quels titres portent les clauses d'inaliénabilité ?.....	107
V.	Cession entre vifs et transmission à cause de mort.....	108
VI.	Conditions de validité	109
A.	Toujours une durée limitée.....	109
B.	Justification par l'intérêt social	110
VII.	Fixation du prix.....	110
VIII.	Statutaire ou extrastatutaire.....	111
A.	Sous quelle forme ?.....	111
B.	Les restrictions statutaires à la cessibilité.....	111
C.	Clauses de cessibilité extrastatutaires	112
IX.	Actions au porteur ou actions nominatives ?	112
A.	Les actions au porteur.....	112
B.	Actions nominatives.....	113
C.	Actions dématérialisées.....	114
§ 3.	La société privée à responsabilité limitée.....	114
I.	Les règles strictes prévues par la loi en matière de cession.....	115
II.	Des règles statutaires plus strictes sont possibles	116
III.	Règles d'exception.....	117
IV.	Le registre des associés est d'une importance primordiale	117
V.	Refus de la cession entre vifs.....	118
VI.	Les héritiers ou légataires non agréés	118
VII.	La SPRL « <i>starter</i> »	119
§ 4.	La société coopérative.....	119
Chapitre 4.	Les organes sociaux.....	123
SECTION 1.	TYPES D'ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.....	128
§ 1.	Assemblée générale ordinaire	128
§ 2.	Assemblée générale extraordinaire.....	128
§ 3.	Assemblée générale spéciale.....	129
SECTION 2.	COMPÉTENCES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	129
§ 1.	Compétences prévues dans la loi	130
§ 2.	Compétences additionnelles	132
SECTION 3.	COMPÉTENCES ET FONCTIONNEMENT DE L'ORGANE DE GESTION	132
§ 1.	Compétences et fonctionnement des membres de l'organe de gestion	133
I.	Nomination	133
A.	Règle générale	134

B.	Nombre d'administrateurs ou gérants.....	134
C.	Exceptions	136
D.	La proposition contraignante.....	137
1)	Principe	137
2)	Statutaire ou sous seing privé ?.....	138
3)	Conditions de validité.....	138
4)	Violation de la procédure statutaire	138
E.	Droit de vote cumulatif	139
II.	Cooptation	140
III.	Révocation.....	140
IV.	Rémunération	141
V.	Publicité	142
VI.	Particularités applicables à la SA : nombre et durée	142
VII.	Sociétés privées à responsabilité limitée.....	143
VIII.	Sociétés coopératives.....	144
IX.	Responsabilités de l'organe de gestion	144
A.	Responsabilité civile (art. 1382 C. civ.).....	145
B.	Responsabilité pour inexécution du mandat.....	145
C.	Responsabilité en cas d'infractions à la loi ou aux statuts.....	145
D.	Responsabilité en cas de conflit d'intérêts.....	146
E.	Responsabilité en cas de faute grave et caractérisée (art. 265, 409, § 1 ^{er} , et 530 C. soc.).....	150
F.	Responsabilité pénale	150
G.	Responsabilité fiscale.....	150
X.	Mise en œuvre de la responsabilité.....	151
A.	L'action civile.....	151
B.	Les tiers.....	151
C.	L'action sociale	151
D.	L'action minoritaire	152
§ 2.	La gestion journalière.....	152
§ 3.	Le contrôle.....	153
I.	Grandes sociétés.....	154
II.	Nomination	161
A.	Indépendance.....	162
B.	Rémunération	163
C.	S'il existe un conseil d'entreprise	164
D.	Sociétés sans conseil d'entreprise – art. 130 à 132 C. soc.....	164
E.	Démission.....	165
F.	Révocation.....	165
G.	Contrôle des comptes annuels consolidés – voy. art. 145 et 146 C. soc.	165

III.	Exercice du pouvoir	166
A.	Droit à l'information	167
B.	Droit de convoquer l'assemblée générale.....	167
§ 4.	Les comptes annuels	170
I.	Chaque exercice social	171
II.	Un délai de quinze jours avant l'assemblée générale	171
III.	Au cours de l'assemblée générale	172
IV.	Dans les trente jours de l'approbation des comptes annuels par l'assemblée générale.....	172
SECTION 4.	ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	172
§ 1.	Intérêt de l'ordre du jour	172
§ 2.	Établissement de l'ordre du jour	174
§ 3.	Ordre du jour d'une assemblée générale annuelle ordinaire..	177
I.	Opérations ou décisions spéciales (conflit d'intérêts)....	178
II.	Le rapport de gestion et le rapport de contrôle du commissaire.....	179
III.	Approbation des comptes annuels.....	179
IV.	Décharge aux administrateurs, gérants et commissaires..	179
V.	Nomination, renouvellement et révocation du mandat des administrateurs, gérants et des commissaires.....	180
A.	SA.....	180
B.	SPRL et SCRL	181
VI.	Rémunération des administrateurs ou gérants.....	182
VII.	Divers	183
VIII.	Désignation d'un administrateur provisoire	183
A.	Qu'est-ce qu'un administrateur provisoire ?	183
B.	Conditions de fond	184
C.	Les situations qui peuvent donner lieu à la désignation d'un administrateur provisoire	184
1)	Paralysie du processus de décision.....	184
2)	Les différends entre associés	185
§ 4.	Ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire ou d'une assemblée spéciale.....	186
§ 5.	Publicité de l'ordre du jour	187
SECTION 5.	RAPPORTS SOUMIS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	187
§ 1.	Assemblée générale ordinaire	188
§ 2.	Autres assemblées générales.....	189
§ 3.	Le rapport de gestion.....	190
I.	Quelles sociétés doivent établir un rapport de gestion ? ..	190
II.	Procédure	191
III.	Rapport de gestion et droit comptable.....	191
IV.	Responsabilité pénale des administrateurs (art. 126 et 128 C. soc.).....	192

V.	Contenu du rapport de gestion	192
A.	Informations relatives aux comptes annuels	196
B.	Événements importants survenus après la clôture de l'exercice	197
C.	Développement de la société	197
D.	Recherche et développement	198
E.	Succursales	199
F.	Perspectives de continuité	199
G.	Augmentations de capital sous le pair comptable ou émissions d'obligations convertibles ou de droits de souscription	200
H.	Acquisition des actions ou parts/certificats propres ..	201
I.	Activités complémentaires du commissaire	201
J.	Conflits d'intérêts	201
K.	Informations relatives aux instruments financiers.....	202
L.	Justification de l'indépendance et de la compétence en matière de comptabilité et d'audit d'au moins un membre du comité d'audit	202
M.	Justification quant à la nomination d'administrateurs de sexe féminin	202
N.	Rapport sur les paiements aux gouvernements	202
O.	Informations facultatives	202
VI.	Publicité du rapport de gestion	203
SECTION 6.	CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	203
§ 1.	Qui procède à la convocation ?	204
§ 2.	La forme de la convocation	205
I.	Actions dématérialisées	205
II.	Actions nominatives	206
III.	Mixité des titres	207
IV.	Assemblée générale des obligataires	208
A.	Obligations dématérialisées	208
B.	Obligations nominatives	208
V.	Certificats de titres (SA, SCA, et SPRL)	208
VI.	Convocation sans formalités	209
§ 3.	Contenu de la convocation	210
§ 4.	Contenu de la convocation : SA dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé	211
§ 5.	Informations complémentaires	212
§ 6.	Date limite d'une convocation valable	214
SECTION 7.	ADMISSION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	214
§ 1.	Personnes admises à l'assemblée générale	216
I.	Les actionnaires/associés	216
A.	Actions en indivision	217

B.	Usufruit d'actions.....	217
C.	Mise en gage d'actions.....	217
D.	Saisie sur actions.....	217
E.	Actions/parts non entièrement libérées.....	218
II.	La représentation par un mandataire et le vote par correspondance	218
A.	Procuration	218
B.	Conflit d'intérêts	219
C.	Vote par correspondance ou par voie électronique ..	219
D.	Participation à distance (nouveau).....	220
§ 2.	Administrateurs, gérants et commissaires.....	222
§ 3.	Porteurs d'obligations, titulaires d'un droit de souscription ou de certificats.....	222
§ 4.	Tiers	222
SECTION 8.	DÉLIBÉRATIONS ET PRISE DE DÉCISION	223
§ 1.	Délibération	224
§ 2.	La formation d'un bureau.....	224
§ 3.	La tâche du bureau.....	225
§ 4.	Liste des présences.....	225
I.	La société anonyme	227
A.	Exception au principe du « droit de vote libre »	229
B.	Limitées dans le temps et justifiées par l'intérêt social	231
1)	Généralités	231
2)	Limitation dans le temps	231
3)	Toujours justifiées par l'intérêt social	231
C.	Motifs de nullité.....	232
D.	Statutaires ou sous seing privé ?	232
II.	La société en commandite par actions.....	235
III.	La société privée à responsabilité limitée	235
IV.	La société coopérative à responsabilité limitée	236
§ 5.	Assemblée générale	236
§ 6.	Exceptions à la tenue de l'assemblée générale.....	237
§ 7.	Procès-verbaux de l'assemblée générale.....	238
I.	Contenu d'un procès-verbal	238
II.	Rédaction des procès-verbaux.....	239
III.	Qui est lié par le procès-verbal ?	239
IV.	Qui peut consulter le procès-verbal ?	239
§ 8.	Quorum et majorité	240
I.	Les règles de votation dépendent du type de décision à adopter par l'assemblée générale	240
A.	Décisions ordinaires	240
1)	L'approbation des comptes annuels	241

2) La lecture du rapport de gestion des administrateurs et du rapport du commissaire ou des coopérateurs chargés du contrôle	244
3) La décharge aux administrateurs, gérants et commissaire(s)	244
4) La nomination d'administrateurs ou de gérants et des commissaires	244
5) La rémunération des administrateurs ou gérants..	245
6) La procédure d'alarme.....	245
7) L'action sociale	246
B. Modifications ordinaires des statuts.....	246
1) Augmentation du capital.....	249
2) Capital autorisé (art. 603 et s. C. soc. – SA).....	262
3) Émission d'actions en dessous du pair comptable (art. 582 C. soc.).....	264
4) Émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription	265
5) Réduction du capital.....	265
6) Amortissement du capital	276
7) Acquisition d'actions ou parts (ou de certificats) propres.....	278
8) Dissolution d'une société.....	286
9) Durée de la société.....	286
10) Lieu du siège social	287
11) Actions ou parts sans droit de vote.....	287
12) Acompte sur dividende : art. 618 C. soc.	287
C. Modification des statuts relative à l'objet ou à la forme juridique de la société.....	288
1) Modification de l'objet social	288
2) Le changement de forme sociétaire (voy. art. 774 à 788 C. soc.)	289
3) Fusion/scission.....	291
D. Modification des statuts relative aux droits ou aux types d'actions	293
§ 9. Assemblée générale spéciale.....	294
§ 10. Autres cas d'assemblées générales à majorité spéciale	295
§ 11. Assemblée générale des obligataires	297
Chapitre 5. Les régimes d'exclusion ou de sortie	299
SECTION 1. QUELLES SOCIÉTÉS ?	302
SECTION 2. QUELS TITRES ?	303
SECTION 3. ACTIONS BASÉES SUR DES JUSTES MOTIFS	304
§ 1. Caractère subsidiaire.....	304

§ 2. Que considère-t-on comme juste motif ?.....	305
SECTION 4. CATÉGORIES DE JUSTES MOTIFS.....	308
§ 1. Manquement à ses engagements.....	308
§ 2. Différend grave et persistant.....	309
§ 3. Abus de majorité ou de minorité.....	310
SECTION 5. JUGEMENT.....	311
Chapitre 6. La liquidation des sociétés commerciales.....	313
SECTION 1. DISSOLUTION DE PLEIN DROIT.....	315
SECTION 2. DISSOLUTION JUDICIAIRE À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL DE COMMERCE COMPÉTENT.....	319
§ 1. Actif net minimum insuffisant.....	320
§ 2. Justes motifs.....	320
I. Sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions, sociétés privées à responsabilité limitée et sociétés coopératives.....	320
II. Sociétés en nom collectif et sociétés en commandite simple.....	321
III. Exemples de « justes motifs ».....	322
A. Non-exécution d'une obligation par un ou plusieurs associés.....	323
B. Empêchement d'un associé.....	324
C. Différend grave et persistant.....	324
D. Abus de majorité ou abus de minorité.....	326
E. Autres situations.....	326
§ 3. Non-dépôt persistant des comptes annuels.....	329
SECTION 3. DISSOLUTION VOLONTAIRE D'UNE SOCIÉTÉ COMMERCIALE...	330
§ 1. Procédure d'alarme.....	334
SECTION 4. PROCESSUS DE LIQUIDATION.....	335
§ 1. Dissolution et liquidation en un seul acte (art. 184, § 5, C. soc.).....	336
§ 2. Dissolution et liquidation.....	337
I. Nomination du ou des liquidateurs.....	338
II. Contrôle judiciaire de la liquidation.....	340
III. Dossier (cf. art. 189 <i>bis</i> et 195 <i>bis</i> C. soc.).....	345
IV. Pouvoirs du liquidateur.....	347
V. Responsabilités du liquidateur.....	352
VI. Liquidation déficitaire ou faillite ?.....	354
VII. L'assemblée générale.....	356
VIII. Comptes annuels.....	359
Chapitre 7. La continuité des entreprises et la faillite.....	361
SECTION 1. DROIT COMPTABLE ET DISPOSITIONS COMPTABLES DU CODE DES SOCIÉTÉS.....	363

SECTION 2.	LA LOI DU 31 JANVIER 2009 RELATIVE À LA CONTINUITÉ	
DES ENTREPRISES	366
§ 1.	Définitions	366
§ 2.	Commentaires.....	367
I.	Champ d'application.....	367
II.	Dépistage des entreprises en difficulté :	
la collecte des données et les enquêtes commerciales...		367
A.	Généralités – La collecte des données.....	368
B.	Comptes annuels	368
C.	Les protêts sur lettres de change et billets à ordre....	368
D.	Les jugements de condamnation	368
E.	Retards de paiement auprès de certaines administrations	369
F.	Autres indices	369
G.	Rôle du professionnel du chiffre (art. 10 et 12 L.C.E.)	370
III.	Les chambres d'enquête commerciale.....	370
IV.	Autre nouveauté de la loi relative à la continuité des entreprises : le médiateur d'entreprise.....	371
V.	Nomination d'un mandataire de justice	372
VI.	L'accord amiable.....	373
§ 3.	La procédure de réorganisation judiciaire (P.R.J.).....	374
I.	Ouverture de la procédure.....	375
II.	Conditions d'ouverture de la procédure de réorganisation judiciaire	377
III.	Effets de la requête.....	378
IV.	Jugement sur la requête de procédure de réorganisation judiciaire	379
V.	Durée de la procédure	381
VI.	Administrateur provisoire	381
VII.	Effets de la décision de réorganisation.....	382
VIII.	Modification de l'objectif de la procédure	384
IX.	Fin anticipée et clôture de la procédure	384
§ 4.	Application de l'une des trois procédures de réorganisation judiciaire.....	385
I.	La réorganisation judiciaire par accord amiable.....	385
II.	La réorganisation judiciaire par accord collectif.....	387
III.	Réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice.....	392
SECTION 3.	LA FAILLITE	396
§ 1.	Principales causes de faillite.....	398
§ 2.	Comment le tribunal acquiert-il la connaissance de l'existence de l'état de faillite ?	398

I.	Sur aveu.....	399
II.	Par un créancier.....	400
III.	Par le ministère public (chambres de dépistage).....	400
IV.	Par un administrateur provisoire.....	400
§ 3.	Jugement déclaratif de faillite.....	401
§ 4.	Effets de la faillite.....	403
A.	La procédure sommaire de clôture (art. 73 L.F.).....	410
B.	La clôture ordinaire (art. 79 et 80 L.F.).....	411
1)	Fixation des honoraires et frais.....	411
2)	Assemblée des créanciers.....	411
3)	Audience de clôture.....	412
Chapitre 8.	Les fusions/scissions.....	415
SECTION 1.	INTRODUCTION – DÉFINITIONS.....	416
§ 1.	La fusion par absorption.....	416
§ 2.	La fusion par constitution d'une nouvelle société.....	417
§ 3.	La fusion silencieuse.....	419
§ 4.	La scission.....	419
I.	La scission par absorption.....	419
II.	La scission par constitution de sociétés nouvelles.....	420
III.	La scission mixte.....	421
IV.	La scission partielle.....	421
SECTION 2.	PROJET DE FUSION/SCISSION –	
RAPPORTS DE GESTION ET DE CONTRÔLE.....		426
SECTION 3.	ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.....	428
SECTION 4.	CONSÉQUENCES DE L'OPÉRATION.....	428
SECTION 5.	CAUSES DE NULLITÉ.....	429
SECTION 6.	COMPTABILITÉ DE L'OPÉRATION.....	430
§ 1.	Différence de valeur nominale entre les actions ou parts des sociétés qui interviennent dans l'opération.....	431
§ 2.	L'échange d'actions qui fait suite à l'opération prévoit également le versement d'une somme d'argent (soulte).....	432
§ 3.	L'opération aurait pour effet de créer des actions ou parts propres de la société récipiendaire.....	432